

# le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10<sup>e</sup>)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

## Ni affolement, ni bluff, mais de la vigilance !

La crise présidentielle vient d'atteindre l'un de ses stades prévus. Comme tout l'indiquait, Millerand n'a pu trouver un parlementaire de gauche pour constituer le cabinet qu'il tient essentiellement à envoyer devant les Chambres.

C'est donc à M. François-Marsal — qui n'a rien à refuser à l'hôte de l'Elysée — qu'est échue, en dernier ressort, la mission de constituer le ministère qui ira porter aux Chambres le message de l'Exécutif.

Le résultat de ce contact ultime ne semble faire aucun doute, même au Sénat, où Millerand croit trouver des amitiés, des encouragements qui ne se manifesteront pas.

Constitué lundi, battu mardi, le ministère sera donc démissionnaire le même jour si, toutefois, M. François-Marsal respecte, comme il l'a affirmé, la légitimité et la Constitution. S'il en est ainsi, si les choses se passent normalement, mardi soir nous serons fixés. La crise présidentielle sera terminée et il n'y aura plus qu'à donner un successeur à Millerand. Il y aura eu, en somme, beaucoup de bruit pour presque rien.

Le fait que Millerand n'a pas fait appeler Maginot, ou plutôt qu'il ne l'a pas chargé de constituer le ministère de résistance est, certes, un indice de détente. La vigilance continue à s'imposer quand même. Maginot sera, néanmoins, l'une des personnalités les plus marquantes du Cabinet. Si, jusqu'à maintenant, il apparaît qu'il n'a point réussi à convaincre Millerand, à lui faire accepter l'idée d'un coup de force victorieux exécuté par les généraux réactionnaires, il ne convient pas d'écartier définitivement cette hypothèse. Elle reste vraisemblable, et rien n'indique que, acculé dans ses derniers retranchements, pressé par ses conseilleurs, Millerand n'acceptera pas demain ce qu'il refuse hier.

Et puis, François-Marsal peut ne représenter qu'une transition forcée, qu'une étape préparatoire inévitable et nécessaire au succès de l'entreprise projetée.

Sans attacher une importance excessive aux propos contradictoires de la Liberté, il y a lieu de suivre très attentivement les événements, le déroulement de la crise. Et puisque nous avons, nous aussi, deux jours de répit, employons-les sérieusement à parfaire notre préparation. *Même si cette préparation ne doit servir à rien, soyons prêts à agir.* Bien criminels seraient ceux qui, faisant preuve d'un optimisme absolu, n'auraient rien prévu et feraient ainsi courir à la classe ouvrière, Millerand n'acceptera pas demain ce qu'il refuse hier.

Bien criminels seraient ceux qui, faisant preuve d'un optimisme absolu, n'auraient rien prévu et feraient ainsi courir à la classe ouvrière, Millerand n'acceptera pas demain ce qu'il refuse hier.

Ce ne sont pas uniquement, qu'on le sache bien, deux clans politiques en présence qui se disputent seulement le pouvoir. En tous les cas, ce n'est pas que cela. Tout m'autorise à dire que le véritable conflit est autre. Les vraies forces en présence, ce sont les deux grands courants qui existent au sein du capitalisme. D'un côté, il y a le capitalisme de droit divin, celui qui joue le tout pour le tout, qui se place nettement sur le terrain de classe et veut, en cette occasion, livrer la bataille décisive qui le débarrassera pour longtemps de son ennemi : le prolétariat.

Ce ne sont pas uniquement, qu'on le sache bien, deux clans politiques en présence qui se disputent seulement le pouvoir.

En tous les cas, ce n'est pas que cela. Tout m'autorise à dire que le véritable conflit est autre. Les vraies forces en présence, ce sont les deux grands courants qui existent au sein du capitalisme. D'un côté, il y a le capitalisme de droit divin, celui qui joue le tout pour le tout, qui se place nettement sur le terrain de classe et veut, en cette occasion, livrer la bataille décisive qui le débarrassera pour longtemps de son ennemi : le prolétariat.

Cette partie du capitalisme, qui apparaît la seule logique, est-elle la plus adroite ? Rien n'est moins sûr !

En face, de l'autre côté, il y a la partie démocratique du capitalisme, celle qui croit que son rééquilibrage peut s'opérer avec le concours du prolétariat. Les sacrifices qu'elle est disposée à faire pour conserver la plus grande partie de ses priviléges, elle sait les compenser, et au delà, par les concours qu'elle obtiendra. Elle n'entend d'ailleurs pas que ces sacrifices doivent se perpétuer. Elle en limite la durée à celle de son réajustement. Après, lorsqu'à nouveau elle aura retrouvé sa stabilité après avoir incorporé dans ses rangs les éléments ouvriers dont elle a besoin — et qui seront ses éléments les plus sûrs dans l'avenir, — elle reprendra alors la lutte de classe, avec la même brutalité que sa rivale.

Quelle que soit la valeur des théories émises sur ces questions avant 1914, il est incontestable qu'elles ont été en partie démolies par les faits. Le grand capitalisme que nous avons devant nous est assez dissemblable de celui d'avant-guerre. Restez figé dans des doctrines que les événements n'ont point sanctionné complètement, les

prendre dans leur absolut, vouloir ignorer qu'à côté du but il y a la tactique — variable suivant les époques, — serait, à mon avis, commettre une lourde faute.

En ce moment, ayant de lutter contre le prolétariat ou de faire un compromis avec la partie qui l'accepte, le capitalisme, divisé en deux fractions d'égale force, se dispute sur son terrains la suprématie.

La lutte à laquelle nous assistons est décisive. Le vaincu devra s'incliner, sans espoir de retour. Assister à ce duel en désintérêt, équivaut, pour le prolétariat, à accepter le joug du vainqueur à renoncer à sa mission historique. Il ne le peut. Tout s'y oppose.

Etudiant dans la *Bataille Syndicale*, en 1922, cette phase de la lutte sociale, je déclare qu'en présence d'un coup de force, *quelqu'en soient les auteurs* — qu'ils soient de droite ou de gauche, — le prolétariat avait un rôle actif à jouer. Je n'ai pas changé d'avis.

Qu'on me comprenne bien. Ce rôle ne consiste pas à aider l'une des forces en lutte contre l'autre. Cette lutte ne nous intéresse qu'autant que notre sort, *en tant que classe*, est en jeu. Et nul ne contestera, j'imagine ?

Le prolétariat, profitant de la bataille engagée entre les deux parties du capitalisme momentanément en désaccord pour une suprématie de méthode, a pour devoir de profiter de cette lutte et de tenter de se débarrasser de son adversaire.

Est-ce qu'un pouvoir chancelant ou naissant n'est pas plus facile à abattre qu'un pouvoir bien assis, homogène ? Est-ce qu'il n'est pas plus facile de venir à bout de deux ennemis divisés qu'un seul ennemi uni rassemblant toutes les forces, agissant avec elles sous un commandement unique, pour des buts identiques ?

Pour toutes ces raisons, et quelques que doivent être les événements qui se précipitent, la classe ouvrière, *sans se départir de son calme, de sa maîtrise, sans caresser des illusions, sans enfourcher la chimère, doit se tenir prête à agir, si les circonstances l'exigent.*

Il ne s'agit ici ni de tenter l'impossible, ni d'essayer, hors des conditions nécessaires, d'accomplir une tâche impossible. Il ne s'agit pas davantage de marcher vers des expériences sentimentales et désastreuses. Ayons devant les yeux, présents à nos mémoires, les malheureux événements d'Allemagne, mais ne tombons pas dans l'indifférence, dans l'apathie ; n'oublions pas que le coup de force, c'est la dictature qui commence, et que, placés dans l'impossibilité de lutter, nous serions vaincus à coup sûr si nous laissions passer l'occasion d'agir et peut-être celle de vaincre.

Ce n'est pas après, qu'il faudra tenter de réagir, c'est immédiatement. *Au coup de force, le prolétariat — TOUTES FORCES REUNIES — doit immédiatement répondre par la grève générale et prendre, pour sa sécurité, toutes les mesures utiles.* C'est cette tâche-là que doivent étudier, envisager les organisations syndicales unitaires confédérées ou autonomes.

Peu nous importe que des journaux officieux, voire même officiels, interprètent de la pensée et des désirs des forces capitalistes rivales disent que nous faisons le jeu des uns et des autres.

Les ouvriers de ce pays n'ont pas à répondre à leurs mots d'ordre, à leurs appels, à défendre les uns contre les autres. Le sort du prolétariat est entre ses mains, et il entend ne confier à personne d'autre le soin de le défendre.

Au reste, cela ne se peut. Il le sait. Aussi, négligeant tous les appels à l'aide, d'où qu'ils viennent, ne répondra-t-il qu'à ceux de ses organisations, de ses militants, si l'occasion lui en est donnée.

Son devoir est là et rien que là. A lui de le comprendre et d'être capable de le remplir.

Pierre BESNARD.

### Apportez la thune mensuelle

Ge lundi de Pentecôte nos bureaux, 9 rue Louis-Blanc, seront ouverts le matin jusqu'à midi afin de permettre aux camarades de la région parisienne d'apporter leur souscription à la seconde tranche des « cinq francs mensuels du LIBERTAIRE quotidien ».

Qu'on se le dise.

### Un grand meeting pour Acher

L'Union des Syndicats de la Seine organise, demain mardi, un grand meeting en faveur de « Shum ». Nous publions ci-dessous son appel, mais auparavant nous protestons contre une phrase qui s'y trouve inscrite.

« Les ouvriers espagnols et le Parti Communiste, toute action leur étant rendue impossible, ne peuvent empêcher les dessins du dictateur. »

Que vient faire là-dedans, si mal à propos, le Parti Communiste incitant d'Espagne ? Nous ne demandons pas à l'Union des Syndicats de parler des groupements anarchistes espagnols qui ont pris, et peuvent encore, une grande part à l'agitation en faveur d'Acher, nous prions seulement de ne pas empêcher les dessins du dictateur.

« Voici l'appel de l'Union des Syndicats de Seine :

Le camarade J. B. Acher, bien connu comme caricaturiste sous le pseudonyme de Shum, est plus que jamais menacé. Sa vie est en grand danger.

La dictature militaire a gracié tous les brigands et criminels qui avaient été condamnés à mort. Mais Acher est toujours sous le coup d'une condamnation à mort. D'un jour à l'autre, notre camarade peut tomber sous le garrot.

L'assassinat du bureau de Barcelone, il y a quelques jours, a servi de prétexte pour emprisonner quelques centaines de camarades. On veut encore en profiter pour assassiner Shum ! La féroce réaction espagnole a trouvé un bon serviteur dans Primo de Rivera. Le crime commis hier par Maura contre Ferrer, le dictateur militaire est tout prêt à le commettre de nouveau contre Shum.

Les ouvriers espagnols et le Parti Communiste, toute action leur étant rendue impossible, ne peuvent empêcher les dessins du dictateur. C'est aux ouvriers français qu'il appartient de ne pas permettre le crime qui se prépare. Shum, l'artiste révolutionnaire, espère que la solidarité du prolétariat révolutionnaire de France le sauvera.

Il faut sauver Shum ! C'est un devoir pour la classe ouvrière française.

*Camarades français : pour protester énergiquement contre les arrestations et assassinats des camarades espagnols, pour sauver « Le Poète », nous vous invitons au Grand Meeting qui aura lieu dans la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, demain mardi 10 juin, avec la collaboration d'orateurs espagnols et français.*

Venez en masse ! ! !

### LE FAIT DU JOUR

### Ils ont eu peur

des mouvements de la rue

### CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

### Un exemple à suivre

Les ouvriers qui se tournent à la peine devraient bien regarder du côté du Palais-Bourbon et voir avec quelle facilité ces messieurs les législateurs gagnent leur pitance, peut-être, alors, seraient-ils conduits à faire comme eux.

Ah ! oui, ce qui se passe là-bas dans l'Antrée devrait bien servir d'enseignement aux nombreux ouvriers pour qui la journée de huit heures est un mythe.

Hier, les députés ont siégé vingt minutes. VINGT MINUTES ! Vous entendez,

propos et bâtonnages d'électeurs.

A l'ouverture de la séance les huissiers de la Chambre sont au banc des ministres pour empêcher les bolcheviques de s'y mettre.

C'est grotesque. Et puis, pourquoi ne point faciliter à M. Marcel Cachin et à ses amis leur apprentissage total d'hommes d'autorité ?

Enfin, passions...

Et apprenez, camarades lecteurs, que les députés se réunissent hier pour déclarer par 34 voix qu'ils se réunissent aujourd'hui

### L'ANTIPARLEMENTAIRE

Ah, non ! ce ne sont pas nos blocards de gauche qui eussent opposé une digne résistance au fascisme si Millerand avait montré un peu plus de cran nationaliste.

Nous nous en doutions déjà avant que le *Quotidien* ne publie hier, en première page, ces sotises peureuses de M. Alexandre Varenne, vice-président de la Chambre :

Il n'est nul besoin d'agitation hors du Parlement. La majorité du 11 mai suffit à sa tâche. Tout mouvement de la rue, spontané ou préparé, ne pourrait que desservir la cause des républicains.

« Et nous tiendrons pour dangereux et même pour suspects les appels qui pourraient être adressés à la population, en vue de manifestations inutiles.

« Le peuple n'aurait pas à intervenir. Si les événements rendaient nécessaire le recours à l'agitation populaire, c'est aux chefs de la gauche, aux dirigeants des partis qui la composent, et à eux seuls, qu'il appartient de la prôner et de la diriger.

« Attendons dans le calme le dénouement légal du conflit. C'est l'affaire de quelques heures. »

Vous aurez le Pouvoir, messieurs les socialistes, vous l'obtiendrez même légalement, gare ! alors, aux mouvements de la rue que votre arbitraire et vos crimes de gouvernance susciteront.

### LUGUERÉ DECOUVERTE

### Au bois de Boulogne on trouve un cadavre ficelé

Ce matin, à six heures et quart, un passant, M. Antoine Courtine, qui se promenait au Bois de Boulogne, a découvert dans un taillis, non loin de la porte de l'Hippodrome, exactement à deux cents mètres du carrefour de la route des Réservoirs et de l'avenue de l'Hippodrome, le cadavre d'un homme ficelé dans un serpillière et dont la mort semblait remonter à plusieurs jours.

Le sinistre paquet fut ouvert, découvrant un homme ligoté, dont la tête était repiégée sur ses genoux.

La victime, dont le lingot parût soigné, est chaussée de souliers dont les talons sont neufs. Elle était habillée, par contre, de vêtements assez usagés. Elle ne portait aucun papier d'identité.

La victime paraît âgée de quarante à cinquante ans, de condition modeste. La taille est de un mètre soixante-dix, les cheveux sont châtain. Elle porte une petite moustache.

D'autre part, le pantalon et le veston sont gris, le gilet est bleu et la chemise blanche.

La victime avait un chapeau de paille. Des blessures ont été relevées sur le crâne.

Le crime semble avoir été commis il y a une dizaine de jours.

Des marques de blanc lascive ont été découvertes. La flanelle porte les lettres B. C. et la chemise C. X. 17-23.

Le cadavre a été envoyé dans le courant de la journée à l'Institut médico-légal pour l'autopsie.

notre libération, et soyons résolus, déjà, à ne point permettre, quand nous aurons pensé tant de courage, que d'autres que les producteurs dirigent encore notre production.

Quand les circonstances nous sont favorables allons à la bataille, et gardons sans jamais abandonner la lutte, notre propre terrain. Pour cela sachons nous méfier des endormeurs, et sachons ne pas sourire à de nouveaux maîtres.

Pour le Syndicat Unique du Bâtiment : CORRE.

# Sur les causes de la « Défaite de l'anarchisme » dans la Révolution russe

(Suite et fin)

En réexaminant et me remémorant tout ceci, j'ai envie de demander aux camarades : Quelles précisions, quelles concrétisations, quelle clarté leur faut-il encore de plus ? Que faut-il généralement nommer concret dans une révolution ? Des réponses précises à la question « que faire ? » sont-elles imaginables d'avance pour une révolution ? Des programmes pratiques précis sont-ils imaginables ? Sont-ils possibles ? Sont-ils nécessaires ?... Dans la marche même de la révolution, est-ce que les masses demandent qu'on leur mette lenez dans chaque affaire, qu'on leur souffle à chaque pas ce qu'elles doivent faire ? Mais s'il en était ainsi, alors l'auto-action des masses et une révolution fructueuse sont-elles en général possibles ? Et ne s'y trouve-t-il pas une contradiction profonde ?... Si c'est ainsi, qu'alors les camarades qui pleurent après des réponses plus précises à la question « que faire ? » essaient de donner ces recettes d'apothicaire !... Je suis enclin à croire qu'ils ne les donneront jamais, car cela n'existe pas et ne peut pas exister. Ou bien les camarades seront réduits à quitter la plate-forme même de la révolution... J'estime que les masses dans la révolution ne demandent nullement à chaque pas : « Que faire ? », et n'ont pas besoin qu'on leur présente des recettes toutes faites. (Du moins, personnellement, je n'ai jamais observé ce phénomène !) L'aspiration aux réponses pratiques s'est transformée, chez certains de nous, après l'échec russe, en une sorte d'idée fixe, explicable partiellement par cette épidémie de blâme exacerbée d'après la révolution, compréhensible aussi dans une certaine mesure par l'apparente concréction des « réponses » et la « victoire » bolchevistes. Je les considère comme des exagérations considérables, et j'estime qu'il est grand temps de modérer quelque peu l'un et l'autre. — Quant à l'organisation, nous avons certes dans ce domaine un motif incomparablement plus sérieux et plus réel d'auto-critique et de recherches de voies plus justes. Parmi les défauts dont nous pouvons nous faire un grand reproche, le plus essentiel est le défaut d'organisation. Sous ce rapport, les anarchistes doivent faire un grand pas pratique. Il leur faut trouver une forme d'organisation propre et s'y employer énergiquement. Pourtant, ils n'y doivent pas non plus tomber dans des abus et croire que notre organisation meilleure pourrait être dans la révolution un facteur décisif. Ici non plus, nous ne devons pas nous tromper sur le rôle et la portée appartenantes des partis et organisations, ni nous ranger à leur modèle.

La conclusion définitive est claire : le bolchevisme a « vaincu » et l'anarchisme a été « défaite » dans la révolution, aucunement parce que le premier a été soi-disant concret et organisé, le second non. Les causes immédiates décisives, principales, reposent dans un tout autre domaine.

Parmi les causes immédiates véritablement principales de la non réalisation de l'idée anarchiste dans la révolution de 1917, l'une des premières que je veux souligner fortement ici, était l'absence en Russie, jusqu'à la révolution, d'un vaste réseau d'organisations travailleuses de classe, solides, fermes, ayant un passé historique et ayant accompli une certaine route d'une évolution, d'une expérience et d'une lutte d'idées. J'entends non seulement les organisations étroites professionnelles, spécialement syndicalistes ou industrialistes, mais les unes et les autres, en un mot — n'importe quelles organisations de classe des ouvriers et paysans à caractère professionnel productif et de consommation.)

Les idées concrètes, la propagande active, les indications claires et l'activité pratique des anarchistes ne manquaient pas ! Ce qui manquait, c'étaient les absorbeurs, les récepteurs, les réservoirs, tout cet appareil concret qui aurait lui-même dû être prêt à attraper au vol, à enracer, à répandre et à concrétiser ces idées. Les idées libertaires étaient semées en l'air et se dispersaient, ne rencontrant nulla part de « postes » récepteurs ». C'est pourquoi elles ne pouvaient pas se matérialiser dans la vie par des cellules sociales déterminées. Il n'exista pas d'organes qui, après réception de ces idées, auraient pu en être un écho vibrant, fonder sur elles, d'eux-mêmes, leur cause réelle et, de cette façon, opposer une conception et une action révolutionnaires de classe indépendantes à la doctrine et la pratique politiques de parti.

C'est surtout pour cela que nos constructions ne sortaient généralement pas des limites de l'étroit milieu libertaire. (C'est-à-dire qu'elles en sortaient, mais se dispersaient dans le vide, sans pénétrer dans les vastes masses paysannes et ouvrières.) De là le détachement des vastes masses laborieuses de l'anarchisme qui facilita aux bolcheviks la destruction des anarchistes.

N'ayant pas leurs organisations de classe prêtes à agir, elles étaient fatidiquement sans secours en face du bolchevisme s'emparant avidement et violemment de ce champ d'action. Elles le lui céderont, y étant poussées par la force des choses (certes, d'autres motifs secondaires s'y ajoutent), car pour que les masses ouvrières puissent marcher par leur voie de classe indépendante ; pour qu'elles puissent accueillir et commencer de réaliser les idées libertaires ; pour que les anarchistes puissent sortir sur cette base des limites de leur milieu étroit, se lier solidement et activement avec les vastes masses, — non pas par la voie d'une démagogie et d'une pratique politique de parti, mais en conservant leur essence anarchiste, — non seulement leur présence était indispensable, mais aussi et surtout un travail énorme et vif d'idée et de création accompli par un réseau vaste et solide d'organisations de classe qui, suivant, auraient pu accueillir l'idée libertaire, éliminer les bolcheviks, absorber les anarchistes, rendre cette idée objet de discussions, de travail, d'expériences, de constructions... Ces organisations manquaient. Certes, elles furent créées pendant la révolution, et rapidement. Mais il était trop tard de s'armer quand la lutte battait son plein. Pour que ces jeunes organisations bâties à la hâte, sans expérience, sans une évolution idéologique dans le passé, aient pu, déjà dans la révolution en marche, avoir le temps de saisir la conception anarchiste, de l'assimiler et d'enfimer sa réalisation pratique (potentiellement elles pouvaient assu-

rir le faire), — il aurait fallu que tous les révolutionnaires fussent des anarchistes. Soulignons encore une fois que nous étions peu nombreux et que ce ne fut qu'avec un grand retard que nous avons pu développer notre œuvre dans la révolution, que nous avions trop peu de temps à notre disposition, puisque, au printemps de 1918, nous étions déjà brisés.

C'est la paix de Brest-Litovsk, comme on la sait, qui joua un rôle décisif dans la « victoire » des bolcheviks. C'est alors qu'ils se sauveront eux-mêmes en tuant la révolution et en brisant la résistance marquée des masses contre leur arbitraire dictatorial.

Je suis convaincu que s'il y avait eu, à ce moment fatal, non des masses pulvérisées, non des organisations bâclées à la hâte, mais des organisations de classe des ouvriers et des paysans préalablement développées et actives, la paix de Brest-Litovsk n'aurait pas été signée, notre attitude négative à son égard serait devenue l'attitude ferme des masses organisées, et les bolcheviks auraient perdu la partie.

VOLINE.

## Les Intellectuels de France s'adressent au Gouvernement russe

De nouvelles personnalités du monde des lettres et des arts ont répondu à l'appel du « Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie ».

Très volontiers je joins ma signature à celle des grands confrères qui appuient le Groupement de Défense dans sa protestation contre l'emprisonnement des intellectuels russes.

Avec tous mes vœux de bon succès pour votre campagne.

Emile GUILLAUMIN.

Je crois que c'est un devoir pour tout homme libre de défendre la Révolution russe contre elle-même.

LUCE, peintre.

Comme homme, je ne demande pas mieux que de signer ta protestation — et je la signe. Il est probable — il est certain — que si, par la vertu d'un coup de baguette, j'étais demain dictateur à Moscou, j'ouvrirais toutes les prisons. Mais je ne suis pas du tout sûr que ce geste ne contribuerait pas à écraser dans l'autre l'organisme naissant représenté par la république soviétique. J'ai écrit un livre, « La Danse sur le Feu et l'Eau », le moins mauvais, je crois, de mes ouvrages — pour essayer de démontrer que mon organisme nouveau n'avait vu et ne verrait jamais le jour sans déchirer les muscles de sa mère, et répandre son sang. Je crois la terreur soviétique nécessaire à l'avènement du communisme russe, comme je crois que la terre française a préparé l'avènement de l'individualisme bourgeois — tel quel fut, malgré ses crimes, malgré sa sévérité actuelle, une grande et heureuse chose.

Mais, encore une fois, je suis homme, et je signe ton inutile petition — lâchement.

Elie FAURE.

N. D. L. R. — Elie Faure a le tort de confondre la Révolution russe avec la clique léniniste qui l'a stranglée.

J'apprécie pleinement votre campagne en faveur des victimes de la dictature rouge, et je vous envoie bien volontiers mon adhésion. C'est chose monstrueuse que des gens qui se recommandent des principes de liberté, égalité, fraternité, les appliquent de la même façon que les républiques bourgeois, et qu'ils assassinent, au nom même de la Révolution, ceux qui ont commis le crime de trop aimer la Révolution. Ils n'ont certes point accompli au fond d'eux-mêmes la seule révolution efficace : celle de l'Esprit. Tous les gouvernements se ressemblent, dès qu'il s'agit d'opprimer quiconque le gêne. Il n'y a vraiment aucun avantage à remplacer des dirigeants par d'autres aussi autoritaires et tyranniques, plus autoritaires et tyranniques même que leurs prédecesseurs, exerçant les pires représailles contre ceux qui entendent conserver leur droit de penser librement sous tous les régimes.

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

Les travailleurs français au secours de leurs frères martyrisés en Russie

Le mouvement de protestation contre les persécutions des révolutionnaires russes par l'immense Tcheka grandit de jour en jour. C'est le prolétariat français tout entier qui se dresse contre les féroces méthodes d'extermination des dictateurs de Moscou.

Après les travailleurs de Marseilles, ceux de Troyes avaient formé leur section du Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie. Aujourd'hui nous enregistrons la formation de sections à Lyon, à Saint-Étienne et à Lorient.

Dans ces trois villes des meetings sont en préparation, ainsi que dans plusieurs autres villes. Nous annoncerons ces meetings incessamment.

Adresser toute la correspondance à Jacques Récus, 3, rue Lagrange, Paris (V).

JEUDI 12 JUIN

## GRAND MEETING pour l'Amnistie

A LA MAISON DES SYNDIQUES  
163, Boulevard de l'Hôpital, Paris (13<sup>e</sup>)

Orateurs inscrits : Suzanne LEVY et COUSSINET

SECRÉTAIRE FÉDÉRAL ET CONSEILLER MUNICIPAL

## Non, Midol, les cheminots ne te toléreront pas

Lorsque se constitua la C.G.T.U., toutes les fractions qui comptaient à ce moment la minorité étaient au moins d'accord pour condamner le fonctionnement syndical. Toutes reconnaissaient aussi, qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions politiques et syndicales.

Depuis, hélas ! les choses sont bien changées. L'armée des fonctionnaires inamovibles s'est constituée. Comme dans l'ancienne C.G.T. on passe d'une fonction à une autre, du syndicat à la fédération, de la Fédération à la C.G.T.U. ou vice-versa.

Malgré tout nous n'en étions encore qu'au fonctionnement et notre surprise n'était pas extrême.

Depuis, le Congrès de la Fédération des cheminots, nous sommes engagés sur une nouvelle voie, beaucoup plus dangereuse que l'autre.

En effet, Sémaré cède la place et à qui ? A Midol ! pas moins !

Ainsi dorénavant, nous aurons l'avantage (?) de posséder comme secrétaire de la Fédération des cheminots, le conseiller municipal de la Santé.

La question dépasse d'ailleurs Midol et de loin. C'est le principe qui est en cause,

Le Congrès des cheminots n'avait pas le droit de désigner Midol au secrétariat fédéral. Comment ? Aux termes des statuts fédéraux et confédéraux, pour être candidat à une fonction politique, un secrétaire de syndicat, de fédération, d'union départementale ou de C.G.T. doit au préalable, donner sa démission et maintenant on tolérerait qu'un conseiller municipal de Paris, rétribué comme tel, puisse, sans donner sa démission de ce poste, devenir secrétaire fédéral. Qu'il se trouve un Conseil fédéral pour proposer cela et ce qui est mis à son disposition !

Mais c'est surtout dans les aquarelles qu'il expose en ce moment dans son atelier, et que tout le monde peut aller voir jusqu'au 12 juin, qu'apparaissent les tourments de ses recherches et la valeur de ses trouvailles, résumées dans la modestie de ces mots :

« Je cherche ! »

Jeffay sera suffisamment fort pour peindre n'importe quoi, n'importe où il voulait verser au milieu de la banalité des peintures de boudoirs et de salles à manger. Il a reçu en Angleterre, son pays, les enseignements supérieurs des écoles de peinture officielles, et cela fut pour son malheur, puisqu'il y obtint une médaille d'or, et n'a pu se débarrasser totalement d'en subir les influences. Toutefois, il s'y efforce. Il poursuit la ligne avec patience, accumulant étude sur étude, pour extraire le principal et rejeter le superflu. Il retranche à la réalité, la condense. Il n'interprète pas ses paysages, il les recrée. Et il invente à l'occasion la ligne qu'il fallait pour les réaliser pleinement. Les deux aquarelles « Peigne vu d'un train » et « Étude sur la Seine à Gennevilliers », parmi celles qu'il expose actuellement, sont à cet égard la représentation la plus typique de ce qu'il cherche et de ce qu'il veut.

Jeffay est le peintre des grands espaces. Les proches environs de Paris, Aubervilliers, Alfortville, Puteaux, Levallois, leurs usines et leurs lieux de brumes et de noirs, leurs chemins, les gazomètres et le profil lointain et crémeux du Sacré-Cœur ; la zone avec ses perspectives tassées, et le jalonnement des maisons modernes, les fortifications, la réhabilitation de ses Notres-Dame et de ses Pont-Marie par ses grues, ses ports, ses débarcadères, ses ponts de fer et ses ateliers riverains, sont les thèmes favoris qu'il module à l'infini.

Il prépare un album de lithographies sur Montmartre. Non pas de ce Montmartre (Mimi Pinscon, Lepin Agile, rue Saint-Vincent, chez aux fumeurs de pipe à la 1830) mais de Montmartre aux grands chevauchements de plans et de volumes, aux perspectives nombreuses et chaotiques, aux rues sans point de fuite et sans fond, où se révèlent ses soucis de construction et de forme.

Sans appui des critiques, peu expert aux combinaisons rémunératrices, Jeffay n'eut pas toujours les encouragements nécessaires. Il ne s'en désole, ni ne se recherche. Il sait qu'il a quelques amis qui le comprennent et qui l'aident, et que c'est bien suffisant pour rester soi-même et s'affirmer.

se demandent ce qu'il prépare derrière sa résistance présente."

Cela a paru dans la *Pravda* de samedi, édition de Paris, c'est signé Marcel Cauchin et adressé à Millerand.

Mais cela pourrait être signé Millerand et s'adresser à Cauchin. Les palmodies, ça les connaît tous les deux.

La « trahison honteuse au service de la bourgeoisie » fut pratiquée par Cauchin pendant la guerre avec tant de cynisme qu'en a actuellement le Millerand et le milliard des Congrégations.

Il y a une nuance pourtant. Marcel est moins « résistant » qu'Alexandre, il se plie plus vite aux nouvelles majorités.

○○○

Le Concours de « l'Œuvre »

Notre confrère « l'Œuvre » vient d'ouvrir un concours assez curieux. Il a d'ailleurs déjà commencé dans les couloirs de la Chambre depuis l'ouverture de la crise présidentielle qui a donné à celle-ci beaucoup de loisirs. Il s'agit en effet de savoir, de deviner quel jour, quelle heure et à quelle minute exacte « le camarade Marty chantera de chemise ».

C'est un concours peu banal et qui réclame pour le moins un flair aussi remarquable que celui du plumeur de volailles. Nous voulons espérer que les lecteurs du « Libertaire » participeront à ce concours, et sauront gagner le prix principal qui est un poste de nourrisson à vie dans le service d'alimentation de la tribu des grands révolutionnaires qui ont tous un idéal bien conçu et d'élevés sentiments.

La Vie des Lettres

Panait Istrati

C'est là un écrivain que bien peu connaissent encore et dont un éditeur parisien va publier un livre curieux.

Figure peu commune, certes, que celle d'Istrati. Ouvrier, ou plutôt vagabond roumain, il a, durant vingt années, erré à travers l'Orient méditerranéen. Exerçant tous les métiers, connaissant toutes les aventures et toutes les misères, il a mené sa vie le long des routes de Turquie, de Grèce, d'Egypte, de Syrie, etc...

Maurice Martin du Gard, dans *Les Nouvelles Littéraires*, nous le présente : « Istrati, qui n'a pas quarante ans, est un véritable autodidacte. Sa Sorbonne, c'est le hasard. Il étonnante destinée ! À quarante ans, il a quitté Brâila, abandonnant sa famille, une mère qu'il aime ; mais le besoin de partir est en lui le plus fort. Jamais il ne domptera ce désir de vivre qui le possède, ni cet appétit de connaître sans cesse des hommes nouveaux, de quitter l'avenue de leurs déchirements, de leurs ambitions, de leur offrir un cœur exalté. Garçon d'aberge, il endure les pires traitements. A-t-il découvert quelque conteur pour se distraire d'une existence monotone que l'on vient le battre sur sa lecture. Il n'est pas davantage le maître de sa nuit : Vous devez travailler pour moi, et dormir pour moi, afin de mieux me servir à l'aube », lui jette son patron. Il le fait et le voile chaudronnier. On se raconte facilement dans les tavernes de Beyrouth, de Damas. Quels trésors de sentiments se déversent sur ces tables poisseuses ! Istrati essaye de nouveaux métiers. Et lorsque, malade, il échouera en Suisse, après avoir parcouru toute l'Asie Mineure, il est peintre, peintre d'enseignes.

Et cette existence douloureuse continue : « Istrati se détourne alors de ses enseignes ; il plante des poteaux de télégraphe ; ensuite il laboura entre Villeneuve et Sion, avec un tracteur agricole. En 1918, réformé, atteint plus profondément par la maladie, et la maladie et la maladie, on le soigne au sanatorium de Sylvana-sur-Lauzanne. A l'un de ses voisins, comme il confie ses préoccupations littéraires, et les vœux qu'il forme en vain de rencontrer une œuvre humaine où relèvera l'écho de ses propres tourments : « Mais elle existe, cette œuvre ! », lui fut-il répondu. Et Istrati se réjouit sur Jean Christophe.

« Manœuvre au garage Peugeot, à Genève, il se cache derrière les camions, et Romain Rolland lui tire enfin les larmes qu'il espérait. Sur ces entrefaites, il apprend par les journaux que son maître vient de descendre à Interlaken. Il lui envoie aussitôt une lettre de vingt pages dans laquelle il conte sa vie tout entière. La lettre pathétique est retournée, hélas ! son destinataire est parti sans laisser d'adresse. Et comme il arrive souvent aux écrivains glorieux, aux vedettes de cinéma, la direction de l'hôtel où ils ont passé tout juste une nuit proclame toute la saison qu'elle les a charmés et tenus pour toujours. Romain Rolland était bien descendu à Interlaken, mais il n'y était resté que dix heures. Istrati, qui ne pouvait soupçonner ces mystères de la publicité, fut naturellement persuadé que Romain Rolland avait refusé sa lettre, et il en connaît l'amertume que l'on pense. Jouye s'offrit bien à communiquer à Romain Rolland la lettre d'Istrati, mais, par un excès de pudore, celui-ci était décidé à se passer de tout intermédiaire, fût-il le poète des Heures. En 1919, il errait à Nice, et dans l'impossibilité absolue d'obtenir un emploi quelconque, considérant l'inutilité de son existence, il se coupa la gorge ; on trouva dans sa malle la lettre qu'il avait écrite à Romain Rolland, qu'elle finit par atteindre. Mais Istrati ne s'était pas tué ! Six mois après, à sa sortie de l'hôpital, il trouva la réponse de Rolland : « Ce n'est pas seulement parce que vous souffrez que votre lettre m'a ému. Non

# A travers le Monde

## ITALIE

### 150 FOLLES EN QUATRE JOURS

Naples, 8 juin. — Cent cinquante femmes, atteintes de folie, ont été reçues en quatre jours à l'asile d'aliénés. Le directeur de l'établissement, débordé, a convoqué une commission spéciale pour décliner les mesures à prendre.

## PORTUGAL

### LES REVOLTES SE SONT RENDUS

Lisbonne, 8 juin. — Les vingt-neuf officiers aviateurs portugais qui étaient mutinés au camp d'aviation d'Amadora, pour protester contre la destitution de leur chef, se sont rendus au colonel commandant les troupes qui faisaient le siège du camp.

## JAPON

### MANIFESTATION ANTIAMERIQUE

A TOKIO

Tokio, 8 juin. — Un grand nombre d'Américains étaient en train de danser dans la salle de bal d'un des principaux hôtels de Tokio lorsqu'une bande de gens sans avec encadrer la salle, insultent les danseurs et interrompirent la fête, disant qu'ils demandaient l'expulsion de tous les Américains.

## IRAK

### LA CONSTITUANTE REFUSE DE RATIFIER LE TRAITE AVEC L'ANGLETERRE

Londres, 7 juin. — Un télégramme Reuter de Bagdad dit que l'Assemblée constituante de l'Irak a refusé de ratifier le traité conclu avec la Grande-Bretagne.

La majorité de l'Assemblée a demandé que la promesse verbale du gouvernement britannique d'apporter certaines modifications au traité dès qu'il aurait été ratifié soit matérialisée au préalable en un document écrit.

La décision de l'Assemblée crée une situation assez délicate. Ainsi, si le traité n'est pas ratifié avant le 11 juin, date de la réunion du conseil de la Société des nations, le gouvernement anglais exposerait la situation au conseil et devra étudier les moyens de régler d'une autre manière le statut de la Mésopotamie.

## GRECE

### UN AVVENTURIER FAILLIT NEGOCIER A ATHENES

#### UN TRAITE GRECO-KURDE

Athènes, 7 juin. — « Je suis le grand émir du Kurdistan, Mehmed Said. »

Devant le personnage qui se présentait en ces termes, le secrétaire de la légation britannique à Athènes s'inclina respectueusement. L'autre, bel homme, vêtu comme un prince d'opérette, la poitrine constellée de décorations aussi impressionnantes qu'indéfinissables, lui demandait :

— Priez le ministre de venir me voir de suite chez moi...

Puis, avec importance, le préteur-prince kurde reprenait le chemin du « Palace », l'un des plus grands hôtels d'Athènes.

Le lendemain matin, Mehmed Said s'adressait au directeur de son hôtel, lui faisait observer que son appartement ne lui plaisait point, bouclait ses valises et partait pour l'hôtel du Petit-Palais, sans payer une drachme.

Il commençait par emprunter 20.000 dollars au gérant en disant que son argent était en monnaie étrangère, il ne pourrait le lui rendre que dans quelques jours.

Puis Mehmed Said se fit conduire au ministère des affaires étrangères, où il fut reçu par M. Argyropoulos, sous-sécrétaire d'Etat.

— Je serais heureux d'élaborer avec vous les bases d'une alliance entre la Grèce et le Kurdistan.

Cette entrée en matière dénuée de diplomatie ne manqua pas de surprendre le sous-sécrétaire. Il n'en écouta pas moins les protestations d'amitié du soi-disant soutien kurde, et assura ce dernier que le peuple de Grèce nourrissait à l'égard du

Kurdistan les sentiments les plus cordiaux.

Quant au reste, c'est-à-dire au traité d'alliance, le prince n'avait qu'à aller trouver le ministre des affaires étrangères, M. Roussos, à l'hôtel de Grande-Bretagne.

Mehmed Said s'y rendit. Il y eut entre le ministre et lui une scène peu banale.

— Oh ! mon cher ministre ! Que je suis heureux de vous revoir...

Et sautant au cou du grand personnage, le Kurde multipliait les protestations d'amitié.

— Quelle superbe mine ! Tiens, vous avez été coupé la moustache !

M. Roussos le regardait interloqué.

— Vous ne nous souvenez donc pas de moi ! Je suis Mehmed Said, émir du Kurdistan. Nous nous sommes rencontrés à Alexandrie. Ah ! les belles femmes qu'il y avait là...

Le ministre à qui ces souvenirs, pour agréables qu'ils étaient, ne disaient rien, plus avisé que ses surlordonnés, se douta qu'il était en présence d'un aventurier.

— Venez demain à la présidence, je vous présenterai à M. Papapanasiou...

Le lendemain, l'émir arriva à la présidence et pénétrait dans l'antichambre, où le saluaient respectueusement les huissiers.

Mais soudain, deux hommes se levaient et l'arrêtaient.

Les policiers avaient reconnu le nommé Zerdéhenc, aventurier fort léger de services...

Quant au traité d'alliance, des diplomates plus sérieux s'en occuperaient peut-être un jour...

## Histoire du mouvement syndicaliste en Espagne

(SUITE)

En août 1917, la Confédération occupa une place de premier plan dans la célèbre grève nationale dans laquelle intervint aussi avec l'Union générale divers groupes politiques.

En février et mars 1919, eut lieu la grande grève de la « Canadienne », au milieu d'autres qui éclatèrent dans tout le pays. C'est à ce moment que la Confédération fut autant d'attention aux problèmes sociaux au point de vue de la morale ou de la justice, comme elle en avait prêté aux améliorations matérielles. Sa compréhension de la lutte devint ainsi plus pratique.

Du 10 au 18 décembre 1919, après un an de fortes répressions, suivant les triomphes réalisés, on célébra le II<sup>e</sup> Congrès national auquel l'Espagne entière participa.

Ce fut jusqu'à ce jour le plus important congrès qui fut réuni en Espagne ; 894.600 travailleurs y étaient représentés par 453 délégués. La Catalogne était représentée par 132 délégués, l'Andalousie et l'Estremadure par 73, le Levant par 71, l'Aragon et Rioja par 39, la Galicie par 37, Madrid par 28, le Nord par 25, les Asturies par 21, les autres provinces et le Comité national par 27, plus une délégation de la C. G. T. portugaise.

Au cours du Congrès, le Comité National posa la question de la fusion de la Confédération avec l'Union Générale ; ce dernier organisme réformiste ayant refusé d'assister au congrès si la fusion n'avait pas lieu sans conditions. L'Union comptait alors 180.000 affiliés, en majorité petits bourgeois, bureaucratiques, et quelques noyaux ouvriers de Castille, Biscaye et Asturies.

Devant la posture indécente des chefs réformistes de l'Union, le Congrès confédéral décida d'absorber l'organisme réformiste si dans le délai de trois mois il n'adhérait pas à la Confédération.

Ceci fut impossible à cause du lock-out qui se produisit en Catalogne, et de la répression qui suivit à la grande joie des socialistes.

Le Congrès de Madrid se prononça unanimement sur la question de tactique, moyens et but, sans qu'elle puisse supposer que l'on refuse, comme organisation révolutionnaire, la collaboration de ceux qui voudraient faire de l'action révolutionnaire sui-

Maintenant, quelque le dernier feuillet soit vigoureux, laissez-moi vous crier que je consulte de côté comme un musicien regarde le chef d'orchestre. Cette règle a un grand avantage. Elle vous oblige à avoir des idées, puisque chaque paragraphe doit contenir sa balle propre, tout en suivant la ligne que la pensée mère a tracée pour que tout arrivât dans le mille. Ellez-vous éviter de vous tromper, de tâtonner, de faire un brouillon.

Il n'y a que l'ironie qui puisse venir d'un jet, l'ironie « ad hominem » qui a besoin souvent du débrayage du geste : et encore doit-on avoir son bout de fer, son mot de la fin, limé et empoisonné, pour qu'il déchire et salisse. Le mépris condensé dans un mot vaut la goutte de vitriol.

Revenons, ma foi, à votre article. Je viens de le refire et de le sabrer. Tout ce que j'ai sabré n'était pas coupable, mais n'était pas en place. J'insisterai énergiquement sur les répétitions d'idées qui ne vous ont pas eu l'air de redites, parce que la forme était neuve et de nouveau pittoresque, mais veuillez suivre mes semaines rouges et vous retrouverez ces répétitions.

Richepin ne peut décidément, m'a-t-il dit, venir maintenant avec nous. Ne crions pas sur lui. Gardons-le comme un ami littéraire. Il nous reviendra blessé ou dégoté. Il devait faire les théâtres.

vant les possibilités dans certaines conditions déterminées.

Le Congrès déclara à l'unanimité que LE BUT DE LA CONFÉDÉRATION ÉTAIT LE COMMUNISME ANARCHISTE.

De plus on approuva à l'unanimité une motion du Comité National qui disait :

LES MEMBRES DU COMITÉ EXECUTIF DE LA C. N. T., COMME TELS, ET AU NOM DES SYNDICATS QU'ILS REPRÉSENTENT, METTENT EN ÉVIDENCE QUE LA VIE ORGANIQUE DE LA C. N. T. SERA PERTURBÉE SI CELLE-CI NE SUIT PAS LES PRATIQUES FEDERALISTES ET ANARCHISTES SUIVIES JUSQU'AU BOUT PAR NOUS-MÊMES.

La lecture de cette déclaration fut applaudie avec enthousiasme par tout le public et par tous les délégués sans exception, chose hors de coutume dans les réunions des organisations fédérées. On décida de même que les tactiques d'action directe seraient les seules que l'on emploierait toujours dans les luttes contre l'Etat et le Capital.

On décida de même que la Confédération adhérerait, spirituellement parlant, à la troisième Internationale, en signe d'hommage à la Révolution russe, sous la condition que, dans un délai très rapproché, la même CONFÉDÉRATION, la CONFÉDÉRATION PORTUGAISE ou l'UNION SYNDICALE ITALIENNE, convoqueraient au plus tôt un Congrès de tous les travailleurs du monde pour décider la constitution d'une internationale basée sur les principes de la première, préconisés par Michel Bakounine. C'est de ce congrès que devait naître plus tard l'A. I. T.

Après la grève de la « Canadienne », mars 1909, il y eut une grève générale en Catalogne en faveur des prisonniers. En septembre de la même année, le gouvernement Sanchez Toca se vit obligé — comme celui de Romanones le fut en mars — de traiter avec l'organisation ouvrière pour la solution de divers conflits d'ordre social et économique.

Alors se forma la célèbre commission mixte, et ce qui eut pu être une victoire complète, se convertit en un terrible lock-out patronal qui dura dix semaines, et qui ébranla grandement le pouvoir de l'organisation catalane.

La Commission mixte est la négation de la lutte directe qui s'effectuait toujours avec enthousiasme. La commission mixte n'aurait jamais dû se constituer en ce qui nous concerne ; mais, existant déjà, elle aurait dû être plus flexible pour éviter le lock-out ou assez intrinsèque et audacieuse pour ne pas l'accepter.

Ce lock-out en question fut la meilleure possibilité révolutionnaire que laissait passer le syndicalisme espagnol. Celui-ci se produisit à un moment exceptionnel et l'esprit de toutes les institutions de l'Etat et de la bourgeoisie se trouvait ébranlé et désarmé.

Seule la C. N. T., groupant dans son sein un million de travailleurs triomphants, beaucoup d'intellectuels et les techniciens de l'industrie, avec l'aide du fort courant subversif qui se manifestait à travers la péninsule, principalement en Andalousie, était l'organisme vivant et omnipotent qui eut par faire la révolution sociale à ce moment avec toutes les probabilités d'un triomphe définitif.

Toute la question était que les 400.000 travailleurs de Catalogne repoussent le lock-out en s'emparant des usines. C'était bien l'esprit de la masse, mais les dirigeants de la Confédération Régionale eurent la crainte que le peuple ne fut pas suffisamment préparé au point de vue technique et révolutionnaire pour mener l'affaire à bonne fin. Dès lors, — pour avoir accepté passivement le lock-out, fruit de la haine patronale contre nos organisateurs toujours victorieux — commence la désagrégation spirituelle et organique des forces ouvrières en Espagne.

Le lock-out réduisit par la faim ceux qui dans un moment de courage audacieux, eussent pu être les champions de la Révolution.

La conséquence de cet échec fut un ébranlement sérieux de l'organisation catalane. Celle du reste d'Espagne — très bien orientée — maintint ses forces intactes ; mais celle de Catalogne qui subit plus directement les effets de la lutte finit de perdre une partie de son esprit combatif.

Un ancien militant de la C. N. T.

(Traduit de l'espagnol par Pagès)

(A suivre).

## En lisant les autres...

### Verve cynique

Depuis qu'il n'est plus député de Paris, Léon Daudet est moins inquiet, moins bâilleux, moins stupide bâilleux. Il retrouve sa belle humeur et sa verve dantan et — ma foi ! — il ne nous déplait pas de lire, sur les événements élyséens-palais-bourboniens, des lignes comme celles-ci, qui sont d'une psychologie cocasse mais véritablement peur.

Les conjurés du Palais-Bourbon ont trop visiblement peur. Ça finira par tenir le sort. Cette peur apparaît hier matin, le gnome barbu qui fut censeur en août et septembre 1914, et qui a gardé, de poste périlleux, le goût de la retraite en bon ordre. Tout fier d'écrire dans un journal parisien, non réservé au seul Puy-dôme, Varenne avait mis en doutes les trois quarts de son article, semblable au vieux renard maniaque qui collectionnait, à la manière de Zola, des exécutions de chien. Ces dordes exprimaient la frousse toute crue.

Ici Daudet cite le passage du *Quotidien* que nous nous commentons nous aussi en première page.

Puis voici de curieux aveux sur la mobilisation flippante par les soins conjugués de Daudet et de Millerand :

Quel rigolo, cet Alexandre de la rue de Varenne, dressé contre l'Alexandre de la rue Maignon. On voit d'ici le succès fou d'une manifestation de la rue dirigée, à Paris, par Malvy, Renaud et Cie. Impudente le long des quais de la Seine, elle serait périlleuse, cette manifestation, auprès des égouts. Notre marchand de marrons pourrait en récolter même des gardiens de la paix, qui flaireront le vent, vont pris parti pour Millerand ; comme me le disait l'un d'entre eux, superbe gaillard de deux mètres de haut, à propos de Malvy et de ses copains : « Monsieur Daudet, c'est pas pour dire, mais on cognerait dessus avec plaisir. » J'expliquai à cet homme excellent que les députés du Bloc de gauche ne se risquaient jamais hors du palais de M. Pierre et que tout cela, c'était pour la frime, il en avait l'air tout nu.

De son séjour à la Chambre des Députés, le Crochior Public a tiré une connaissance des parlementaires. Et il les juge vertement à leur non-valeur d'action :

J'ajoute que je ne vois aucun de ces paladins prêt à montrer aux masses, conscientes et organisées, comment on meurt pour vingt-sept mille francs. D'abord ils sont dans leur tort, du point de vue républicain et constitutionnel, dont je me fiche profondément, inutile de le souligner. Ensuite, ils ont le trac. Enfin, ils n'ont ni direction, ni chefs. Herriot est une lâcheté, moralement parlant, Painlevé est une inébranlable gourde, un luron. Blum est un Sébastopol nerveux et frémissant. Si les choses se gataient, ce serait à qui se défléterait, le premier à Lyon, le second à l'Académie des Sciences et le troisième à la synagoge. Le tout sous prétexte de consulter Caillaux, dit le bicorne de Royat.

Enfin, dans sa verve cynique, il nous donne excellemment la définition du « bon droit » qui est, dit-il, du côté de Millerand. Voyez ça :

Le bon droit, le code, le règlement, la constitution de Wallon, les précédents, les présidents, le codex, l'annuaire des propriétaires, le Botin mondain, la troupe, le gouvernement militaire de Paris, les sergents de ville, la Sécurité générale... tout cela est du côté de Millerand. C'est quelque chose.

Oh ! l'admirable définition...

### Confiance cossue

Dans le *Quotidien*, M. Pierre Bertrand est l'interprète de la confiance cossue, rembourrée, renforgée des politiciens qui se croient, eux aussi, les représentants de ce bon droit si bien défini plus haut par Léon Daudet.

« Surtout pas d'histoires, pas de troubles. Laissez-nous triompher dans le calme des institutions bourgeois. » Tel est le fond de l'article de Pierre Bertrand. Il conclut :

Surtout, gardons-nous de tomber dans le piège tendu à notre juste colère.

Parmi les moyens désespérés auxquels pense sans nul doute le renégat élyséen, le plus facile serait de provoquer, par l'insolence même de sa résistance, des manifestations dans la rue, qu'il réprimera joyeusement, et qui lui permettraient de se présenter à l'opinion inquiète comme le SAUVEUR DE L'ORDRE.

Personne ne doit tomber dans le piège.

La Chambre siège.

Elle se réunira aujourd'hui même.

Les députés républicains sont en état et vraisemblablement

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## EN CINQ SEC

Dans le temps, les voyages formaient la jeunesse. Aujourd'hui, encore, mais en plus, ils déforment les portes-monnaie.

Pour aller à 120 kilomètres de Paris, il faut être maintenant député, mercant ou fonctionnaire syndical. Cela coûte les yeux de la tête.

Un billet de chemin de fer aller et retour qui indique le prix de 17 fr. 35 vous est imposé pour la somme de 24 fr. 60. Voyez augmentation ! Et cela se comprend. Les voyageurs de 3<sup>e</sup> classe à plein tarif, de plus en plus rares, paient pour les autres.

L'autre jour, le contrôleur passe. Dans le compartiment, nous étions huit voyageurs. Moi seul avais payé mon billet. Il y avait en ma compagnie un camarade éminemment avec sa femme et leurs deux enfants, un mutilé de guerre, un lapin pris hors concours et un fils en vadrouille.

Naturellement, tout cela était légal et régulier. Le copain à Sémard ou à Bidegarray, en échange d'un contrat de 25 à 30 ans, peut bien avoir la légère compensation de faire un voyage de temps à autre. Son patron lui doit bien cela.

L'ancien combattant qui nous a donné la victoire en endommageant son anatomie peut bien être remboursé partiellement sur les frais de transport.

Le père de famille qui s'épuise à procréer en série, et au minimum à la douzaine, est le véritable sauveur de notre pays dépeuplé, et il est juste de lui permettre des promesses reconnaissantes.

Quant à l'agent, soutenu de l'ordre et des Cies de chemin de fer, il a bien gagné le modeste permis de circulation qui lui est déjà dédaigneusement comme un os.

En seconde et en première, les voyageurs à l'œil sont encore plus nombreux qu'en troisième. Il y a les députés, les sénateurs, les journalistes, les hauts fonctionnaires, les officiers, les diplomates et les gros employés.

Et il est logique qu'il en soit ainsi. Dans une République démocratique, libertaire, égalitaire et fraternelle, il est juste qu'il y ait plusieurs classes et que seuls les pauvres bougres qui voyagent en 3<sup>e</sup> classe patient bien leur place.

Il faut croire qu'ils ne paient pas encore suffisamment puisqu'il y a toujours du déficit et que la nation doit le combler.

Il n'y a qu'un moyen de sauver la situation : c'est la nationalisation avec le transport obligatoire comme le service du même nom. Cela déséquilibrera un peu plus le budget de M. Marsal. Puisque nous sommes à la veille de la banqueroute bourgeois, il n'y a plus à se gêner.

Le transport gratuit pour tous, ou sinon laissez circuler en paix les vaillants « brûleurs de dur » lesquels sont, pour le moment, les seuls défenseurs, les seuls vainqueurs des cochons de payants.

### PEPIN LE BREF.

## Dans les P.T.T.

La Direction des ambulants de la ligne de l'Ouest (gare Montparnasse) ne possède pas le personnel suffisant pour assurer le trafic de la saison estivale et pour permettre au personnel régulier de bénéficier du congé annuel.

En désespoir de cause, après de multiples recherches, elle vient de s'adresser à l'Union Civique !

Que signifie ce sans-gêne de la direction ? L'Union civique est-elle un bureau de plaidement pour l'Etat ?

Les scandales des chauffeurs meurtris pour le 1er mai, des briseurs de grève ne sont-ils pas déjà de trop ?

Voit-on laisser tripotouiller la correspondance du public par les fascistes et les mouvements du triste général Balfour ?

Est-ce ainsi que le Bloc des gauches entend manifester sa victoire en livrant les P.T.T. à une organisation réactionnaire ?

Si l'administration a besoin de personnel, qu'elle embauche, comme à l'habitude. Mais l'Union civique n'est pas du tout qualifiée, au contraire, pour fournir du personnel.

### T. LEGRAS.

## Chez les charpentiers en fer

### CA COMMENCE

Les camarades du chantier de la rue Pergolèse (Maison Cottin) ont mis en application les décisions prises à notre assemblée extraordinaire. Ils ont demandé les sondes de l'heure.

Sur le refus patronal, tous sont partis du chantier.

Nous verrons d'ici quelques jours si le sieur Cottin, ex-dévageur, pourra, avec ses gros bras, faire son bouton lui-même. Je ne le crois pas.

En attendant, et jusqu'à nouvel avis, pas un compagnon ne doit se présenter sur ce chantier qui EST A L'INDEX. Tous ceux qui s'y présenteraient seraient considérés comme jaunes et traités comme tels. — E. TOUSSAINT.

## Le congrès des cheminots

Le Congrès national des cheminots unitaires s'est passé de façon très ordinaire. Différentes motions ont été adoptées sans enthousiasme. Où sont les congrès d'antan où la passion, la sincérité et l'indépendance des délégués élevait le débat à des hauteurs inconnues aux Sémard, Monmousseau, Rambaud et autres habitants du marais.

De plus en plus, la fédération des cheminots glisse vers l'annexe politique. Un conseiller municipal, nommé (de Paris) Midol a été nommé secrétaire général adjoint. C'est la première fois qu'une fédération syndicale se place aussi ostensiblement sous la férule d'un politicien.

A constater également la plaine du fonctionnalisme. Sénard ne pouvait plus être secrétaire, mais il reste permanent à 1.000 francs par mois. A des délégués qui s'étonnaient de ce cramponnage au biberon syndical, Sénard répond cyniquement : « Il faut bien que je mange ! »

— Ce n'est plus manger, répliqua un congressiste, c'est dévorer.

En effet, le militant qui s'inscrit à la

sinécurie et qui craint d'aller travailler chez un patron devient une charge pour l'organisation.

La question de l'unité fut illustrée par la présence de Bidegarray. Ce dernier avait un mandat assez étroit, et ses antagonistes ne lui tendirent aucune perche. Ceux qui vivent de la division n'ont pas intérêt à faire l'unité.

Le citoyen Duecœur fut débarqué par nécessité. Ce triste individu, Ichékiste en combat contre par excès de zèle, fut prié d'aller se faire pendre ailleurs. Nous ne voulons pas insister pour aujourd'hui.

Ce n'est pas le « salut » de Racamond, ni la « bonne parole » de Machinoski, ni les crises épiphétiques du « citoyen 1910 » qui donneront du relief à ce pauvre congrès. Le ressort du syndicalisme, chez les cheminots comme ailleurs, est cassé par l'intrusion de la politique. Et c'est malheureux à constater.

### C. MAFOR.

## Les fonctionnaires et le Bloc des gauches

Nous avons déjà eu l'occasion de nous élever contre les « mots d'ordre » ridicules transmis au prolétariat par les perroquets de la rue Grange-aux-Belles.

Nous avons rapporté, sans être démenti, que c'était le Russe Lozowski qui avait imposé à ses agents français la stupide plate-forme des 6 francs et des 1.800 francs, laquelle ne rime à rien du tout.

Lozo ne connaît pas grand chose en France et il n'est nullement intéressé à l'augmentation des salaires. C'est à ceux qui souffrent de crier leurs souffrances et de les traduire en revendications.

Une augmentation uniforme de 6 francs par jour est contraire à l'esprit syndical lequel tend à atténuer les différences de salaires. Ce sont surtout les petits gains, les prix insuffisants, qui faut augmenter. Là est la vraie justice. Les ouvriers défavorisés qui travaillent à 18 ou à 20 francs par jour doivent être augmentés d'autant plus que leurs salaires sont bas.

Qu'est-ce qui fait la jalousie et la division au travail, c'est la trop grande différence entre les salaires.

Ce qui se passe pour les 6 francs se reproduit pour les 1.800 francs d'indemnité de vie chère. Il faut d'abord établir un minimum de salaire dans toutes les corporations comme il existe dans quelques-unes.

En ce moment, les communistes, suivant leurs habitudes, se livrent à un sérieux travail de division et de chantage à propos des 6 francs et des 1.800 francs contre les professions dont ils ne sont pas les maîtres.

Leurs critiques n'ont aucun sérieux puisqu'eux-mêmes ne font pas mieux dans les syndicats où ils dominent. Dans les coopératives où il appartient et en Russie soviétique, ils ne sont pas mieux que les patrons et que l'Etat, ils maintiennent plusieurs catégories de salaires et sabotent les principes du communisme. Chez eux, comme en régime bourgeois, les chefs et les gars sont avantageés au détriment des petits.

Il n'y a pas d'illusion à se faire avec le Bloc des gauches. Il ne vaut pas mieux, pour rétribuer le travail, que le Bloc national. Les patrons radicaux et socialistes comme tous les exploitants, royalistes et même communistes, ils n'accorderont aux ouvriers que ce que ces derniers seront capables d'exiger.

Et c'est pourquoi le syndicalisme a sa raison d'être contre tous les gouvernements et contre toutes les formes de patronat. La lutte de classes ne se supprime pas avec un changement d'étiquette politique. Nous le savons en France avec les élections du 11 mai, et nous le constatons, hélas, en Russie.

Il n'est donc pas permis aux politiciens qui se disent communistes de se servir du programme syndical pour alimenter leurs rivalités avec d'autres clans politiques.

### M.

## Le congrès national des horlogers-bijoutiers

Les ouvriers bijoutiers-orfèvres-horlogers tiennent en ce moment leur congrès fédéral à Lyon. Les débats ont commencé hier avec l'ordre du jour suivant :

1<sup>e</sup> Rapport du Conseil fédéral ;  
2<sup>e</sup> Nominations de la Commission de contrôle financier ;

3<sup>e</sup> Examen de la motion fixant la proportionnalité des voix à accorder à chaque organisation : révision et approbation des statuts ;

4<sup>e</sup> Apprentissage et ses conditions d'application future dans notre industrie ;  
5<sup>e</sup> Vacances payées ;  
6<sup>e</sup> Étude d'une Caisse fédérale de chômage ;

7<sup>e</sup> Application des lois sur les retraites ouvrières et assurances sociales dans notre industrie ;

8<sup>e</sup> Proposition de la Fédération unitaire pour la création d'un Conseil fédéral mixte ;  
9<sup>e</sup> Les 8 heures et leur défense ;

10<sup>e</sup> Choix du centre où se tiendra le prochain Congrès.

## Le repos dominical chez les pharmaciens

Le syndicat confédéré des travailleurs de la pharmacie de Paris, continuant sa campagne en faveur de l'application du repos hebdomadaire le dimanche, organise une série de réunions de quartier qui auront lieu jusqu'au 17 juin courant. Une pétition a déjà recueilli 1.320 signatures.

La pétition, c'est bien, mais une bonne agitation par l'organisation syndicale c'est encore mieux.

Sans compter que les devantures des récidivistes ne sont pas invulnérables aux excellents procédés d'action directe.

Amis lecteurs abonnez-vous !

## La condition des ouvriers en Russie

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que les vrais communistes, les syndicalistes, les libertaires, les socialistes, étaient traqués terriblement en Russie bolcheviste.

Nous avons indiqué que la Révolution avait été escamotée au profit d'une secte qui devient une caste privilégiée, et que le salariat était aussi dur pour les salariés répartis en dix-huit catégories de prix différents. Un chef gagne trois ou quatre fois de plus qu'un ouvrier.

Nous avons dit tout cela parce que c'est la vérité, et qu'il faut toujours la dire, pour démontrer que l'expérience a été compromise et est à recommander, qu'il ne faut pas désespérer d'un essai avorté, mais qu'il faut continuer de faire profiter de la leçon pour faire mieux, car la Révolution s'impose de plus en plus chaque jour, en raison de la faillite prochaine du régime bourgeois.

Les bolcheviks ont trop présumé de leurs forces et de la mentalité ouvrière et paysanne. Par leur sectarisme et leur autoritarisme, ils ont rejeté les bonnes volontés révolutionnaires qui s'offraient au mouvement, ce pendant qu'aujourd'hui, ils mènent les concours des capitalistes étrangers et des gouvernements bourgeois.

Il faut bien se mettre dans l'idée qu'un seul parti d'avant-garde est incapable d'abattre la société actuelle. Il faut l'union de tous les groupements révolutionnaires pour faire progresser notre pauvre humanité. Tant que les communistes de Moscou ne comprendront pas cette nécessité et continueront de diviser pour essayer de réigner, nous aurons pour devoir de flétrir leur action dissolante qui ne produit que des ruines, dans les organisations, et du découragement dans le prolétariat.

C'est trop facile de dire, et c'est vrai d'ailleurs, que ceux qui critiquent sont des contre-révolutionnaires. Il y a critique et critique. La nôtre a toujours été faite, et peu souvent comprise, dans un but de redressement, pour servir et non desservir la Révolution. On peut être contre le gouvernement bolchevique et sa répression, on ne peut pas oublier que l'organisation syndicale, le devoir de ne pas se rendre compte de l'exécution de ce mandat qu'à l'organisation syndicale qui le lui a confié.

En conséquence, s'il apparaît légitime au Syndicat unitaire que les différentes tendances luttent pour le triomphe, dans la C.G.T.U., de leurs conceptions économiques, il ne saurait en revanche admettre que les syndiqués se groupent dans l'organisation syndicale en tant qu'adhérents à un parti politique ou à une secte quelconque et restent, en cette qualité, sous la direction des organismes directeurs des sectes ou des partis auxquels ils appartiennent.

Le Bureau Unitaire déclare qu'une telle forme de groupement ne pourra aboutir qu'à faire pénétrer dans le syndicalisme des Marins (lutte de classe) les rivalités de sectes ou de partis, à mettre en péril l'autonomie syndicale, à compromettre la bonne marche de l'organisme syndical et à retarder, par voie de conséquence, le triomphe de revendications urgentes et l'émancipation des travailleurs de la mer.

2<sup>e</sup> En ce qui concerne les individus, le Bureau précise que si les syndiqués ne peuvent oublier, dans le syndicat, leurs conceptions économiques, ils doivent, en revanche, ne pas y transporter leurs opinions politiques ou philosophiques.

De là découle, pour chaque syndiqué, le devoir de veiller à l'indépendance de son action syndicale et s'il détient un mandat syndical, le devoir de ne pas rendre compte de l'exécution de ce mandat qu'à l'organisation syndicale qui le lui a confié.

En conséquence, s'il apparaît légitime au Syndicat unitaire que les différentes tendances luttent pour le triomphe, dans la C.G.T.U., de leurs conceptions économiques, il ne saurait en revanche admettre que les syndiqués se groupent dans l'organisation syndicale en tant qu'adhérents à un parti politique ou à une secte quelconque et restent, en cette qualité, sous la direction des organismes directeurs des sectes ou des partis auxquels ils appartiennent.

Il n'est pas moins vrai que les faits sont là, et il est bien déplorable, à nos yeux d'ouvriers, qui avons aidé, faiblement, il est vrai, la Révolution russe, en croyant à l'avènement d'une société communiste, de constater les choses pénibles que voici :

« ...Depuis six ans, nous vivons sous le régime de la République « socialiste ». Pendant six ans on nous répète sans cesse que nous sommes le seul pays du monde où la machine capitaliste est éprise. Eh oui, elle l'est en effet, mais en échange nous n'avons pas moins de difficultés que les pays capitalistes de l'Occident !

« La journée de huit heures ? Elle existe seulement dans le code écrit du travail, mais elle est annulée en fait par la pratique des heures supplémentaires.

« Le salaire ? Il est encore plus bas qu'en Allemagne écrasée et ligotée.

« Le chômage ? Il est plus aigu que n'importe où.

« Et les libertés de la classe ouvrière ? Hélas ! elles n'existent pas, même au degré que dans l'Occident. Les Soviétiques, les syndicats isolés des masses ouvrières et s'intéressant aux bénéfices des trusts d'Etat, mais non aux revendications de la classe ouvrière ; la prison pour faits de grèves, pour paroles libres ; la nécessité de recourir à des moyens clandestins pour la presse ouvrière indépendante — voilà la fameuse liberté dont jouit l'ouvrier russe huit ans après la révolution !

« A bas la terreur ! Pour la République démocratique ! Pour l'amnistie politique ! Pour la liberté des organisations ouvrières ! Pour la liberté de la parole, de réunion, de presse ! Pour la journée de huit heures ! »

La posté italienne contre la "Presse subversive"

Nous publions, pour nos camarades italiens, la circulaire suivante du ministère des Postes italiens. Ordonnant la saisie des papiers subversifs et les notes détaillées sur l'expéditeur et le destinataire, elle fait de tous les employés des postes italiens de véritables policiers. Faut-il que les hommes s'estiment peu, pour se vendre aux usagers et à si bas prix !

L'articolo 1230 della Istruzione sul servizio delle corrispondenze stabilisce che gli uffici postali debbono, di propria iniziativa, procedere al sequestro delle corrispondenze non epistolari (art. 121) in contravvenzione alle Leggi Generali dello Stato. Quando non sia prescritta la restituzione ai mittenti, la corrispondenza di cui trattasi debbono essere inviate all'Autorità Giudiziaria, vicinio per il relativo procedimento penale.

Il successivo articolo 1231 stabilisce che in applicazione del precedente articolo debbono essere sequestrati:

a) i giornali anarchici e quelli provenienti dall'estero contenenti articoli incitanti l'odio fra le diverse classi-sociali, contro le autorità costituite o contro le istituzioni esistenti;</